

RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 28 février 2024. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022 et les notes y afférentes.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif », l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées aux rubriques intitulées « Stratégie » et « Objectifs financiers pour les exercices 2023 à 2025 » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, le contexte politique général, la conjoncture économique et la situation des marchés, l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les perturbations des activités d'exploitation, les changements climatiques, l'incapacité à recruter et à retenir du personnel qualifié, les brèches de sécurité informatique ou autres menaces de cybersécurité, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada »), Comptabilité – Partie 1. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société, ainsi que des documents additionnels en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est un chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois aux grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante des activités de la Société dans ce secteur consiste à desservir une clientèle canadienne par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

Au cours des 20 dernières années, la croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité démontrée de Stella-Jones à poursuivre sa croissance et à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de flux de trésorerie solides qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans son réseau et de remettre du capital aux actionnaires par le biais d'augmentations régulières des dividendes et de rachats d'actions.

La Société exploite 45 usines de traitement du bois et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution. En date du 31 décembre 2023, les effectifs de la Société s'élevaient à plus de 2 900 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à devenir le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à soutenir sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance interne, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux

de trésorerie soutenus.

La Société vise des objectifs de pratiques durables. Elle intègre les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

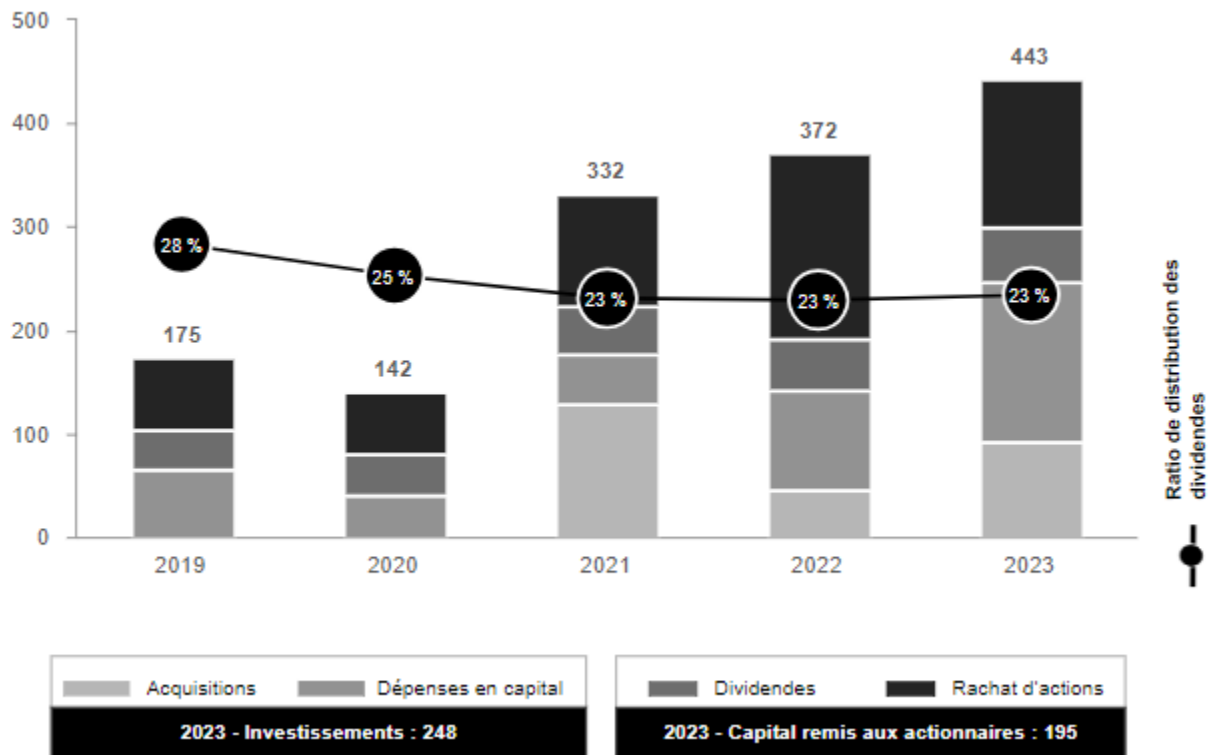
La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements dans la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

La stratégie actuelle de la Société consiste à :

- Investir de 65 à 75 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Élargir le programme annuel de dépenses en immobilisations et procéder à des dépenses supplémentaires en immobilisations de 80 millions \$ au cours de la période s'échelonnant de 2023 à 2025, pour porter le montant total à environ 115 millions \$ afin de soutenir la croissance de sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice; et
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio de la dette nette sur le BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2019 se résume comme suit :
(en millions \$, à l'exception des %)



OBJECTIFS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2023 À 2025 : PROGRÈS EN 2023

Au cours de la première année de son plan financier pour les exercices 2023 à 2025, la Société a enregistré une solide performance et réalisé des progrès importants vers l'atteinte de ses objectifs financiers, comme le résume le tableau ci-dessous. À la lumière des mesures financières de 2023, la Société est en voie d'atteindre ses objectifs pour 2025.

(en millions \$, sauf les pourcentages et les ratios)	Objectifs pour la période 2023-2025 ¹	2023	Résultats
Ventes	> 3 600 \$	3 319 \$	En bonne voie
Marge du BAIIA ³	16 %	18,3 %	En bonne voie
Remise de capital aux actionnaires : cumulatif	> 500 \$	195 \$	En bonne voie
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ^{2,3}	2,0 x à 2,5 x	2,6 x	En bonne voie

¹ Excluant les acquisitions et en supposant que le dollar canadien se négociera, en moyenne, à environ 1,30 \$ CA pour 1,00 \$ US, et que les ventes réalisées aux États-Unis représentent environ 70 % des ventes totales.

² La Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement. En 2023, la société a financé 152 millions \$ d'opportunités de croissance stratégique.

³ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

CROISSANCE DES VENTES ET DE LA MARGE DU BAIIA

	Objectifs 2023-2025		
	Ventes	Composition des ventes	BAIIA
<i>Poteaux destinés aux sociétés de services publics</i>	TCAC de 15 %		<i>16 % jusqu'en 2025, grâce à la proportion plus importante de la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics à marge plus élevée dans la composition des ventes totales de la Société</i>
<i>Traverses de chemin de fer</i>	<i>Croissance annuelle à un chiffre (bas de fourchette)</i>		
Catégories de produits d'infrastructures	TCAC de 9 %	75 à 80 %	
Bois d'œuvre à usage résidentiel	600 à 650 millions \$ par exercice	< 20 %	
Données consolidées	TCAC des ventes de 6 %		

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

La catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics constitue le moteur de la robuste croissance interne projetée de la Société. Cette catégorie de produits devrait représenter environ 50 % des ventes totales de la Société d'ici 2025. Les investissements en infrastructures effectués par les sociétés de services publics devraient continuer à générer une forte demande. La croissance interne prévue des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics pour la période 2023-2025 est alimentée par une demande croissante pour l'entretien régulier, ainsi que par l'expansion des réseaux à large bande, mais ne reflète pas encore la croissance potentielle de la demande pour le développement d'infrastructures d'énergies renouvelables ainsi que l'utilisation grandissante des véhicules électriques.

La majeure partie du taux de croissance annuel composé (« TCAC ») des ventes de 15 % prévu au cours de la période 2023-2025 devrait être enregistrée dans les premières années, avec un TCAC prévu des ventes de 20 % de 2022 à 2024, qui sera suivi d'un taux de croissance d'environ 5 % en 2025. Le taux de croissance plus élevé de 2022 à 2024 reflète la nouvelle capacité de production ainsi que l'augmentation des prix de vente. En 2025, l'augmentation prévue des ventes d'environ 5 % ne reflète que les hausses de prix liées à l'inflation ainsi que les gains d'efficacité de production.

En 2023, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 28 % par rapport à 2022, ce qui inclut une croissance interne des ventes de 18 %.

Traverses de chemin de fer

Les activités liées aux traverses de chemin de fer constituent une source de revenus stable pour la Société grâce aux dépenses en immobilisations constantes effectuées par l'industrie ferroviaire dans le cadre des programmes d'entretien et de remplacement. Stella-Jones a développé des relations étroites de longue date avec ses clients et élaboré une offre de produits différenciés. Ces facteurs, jumelés à ses vastes réseaux de fabrication, de distribution et d'approvisionnement, permettent à la Société de continuer à répondre aux besoins en constante évolution des clients.

Au cours de la période visée par les projections, la Société prévoit d'enregistrer une croissance annuelle des ventes à un chiffre en bas de fourchette, qui cadre avec les moyennes historiques. Des facteurs catalyseurs pourraient donner lieu à une croissance des ventes supérieure au taux susmentionné, notamment le financement d'initiatives d'amélioration du réseau ferroviaire dans le cadre du projet de loi sur les infrastructures aux États-Unis, ainsi que l'élargissement de l'offre de produits de la Société.

En 2023, la croissance interne des ventes de traverses de chemin de fer s'est élevée à 7 %, ce qui est supérieur aux prévisions de croissance à un chiffre en bas de fourchette, et est attribuable à l'instauration d'ajustements des prix de vente visant à couvrir l'augmentation importante des coûts des matières premières.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les données fondamentales favorables dans l'industrie devraient soutenir la poursuite de la croissance des activités de la Société dans le secteur du bois d'œuvre à usage résidentiel. Cependant, la dynamique du marché du bois d'œuvre et l'évolution des tendances de consommation sont difficiles à prévoir. Par conséquent, la Société a maintenu ses prévisions triennales antérieures de ventes annuelles dans une fourchette de 600 à 650 millions \$, qui sont basées sur les volumes pré-pandémiques et un contexte normalisé de prix du bois d'œuvre cadrant avec les prix de vente actuels.

En 2023, la Société a réalisé des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel de 645 millions \$ qui se situent à l'intérieur de la fourchette cible.

METTRE À PROFIT LA ROBUSTESSE DES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS

La Société affiche un excellent bilan en matière de génération de flux de trésorerie constants et robustes, ainsi qu'une capacité démontrée à maintenir une stratégie rigoureuse d'affectation des capitaux. Elle compte toujours réinvestir dans ses activités et poursuivre son développement, tout en réitérant son engagement à remettre du capital aux actionnaires.

La Société poursuit ses investissements dans la croissance dans le but d'accroître sa capacité dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics et compte procéder à des dépenses supplémentaires en immobilisations de 80 millions \$ au cours de la période s'échelonnant de 2023 à 2025, ce qui porterait le montant total à environ 115 millions \$. Il s'agit d'un montant qui s'ajoute aux dépenses en immobilisations annuelles de 65 à 75 millions \$ destinées à l'entretien, la productivité et aux initiatives de développement durable. Les investissements dans la croissance devraient permettre d'accroître la capacité de production des activités de la Société dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics d'environ 20 %.

En 2023, la Société a investi 95 millions \$ dans des initiatives d'entretien, de productivité et de développement durable, soit un montant supérieur à la fourchette cible de la Société. Les dépenses en immobilisations en 2023 ont englobé notamment des investissements effectués dans des installations acquises et pour remplacer des immobilisations corporelles endommagées par un incendie. Le coût de remplacement des biens endommagés sera couvert par le produit de l'assurance. En ce qui concerne les investissements d'immobilisations dans la croissance, la Société a consacré, sur une base cumulative, 93 millions \$, au cours de la période 2022-2023, pour accroître sa capacité dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics.

Au cours de la période s'échelonnant de 2023 à 2025, la Société prévoit de remettre aux actionnaires plus de 500 millions \$ de capital au moyen du versement de dividendes et du rachat d'actions, après avoir remis près de 500 millions \$ aux actionnaires au cours des trois dernières années. La Société maintient son ratio de la dette nette sur le BAIIA dans une fourchette cible de 2,0 x à 2,5 x, mais compte tenu des robustes flux de trésorerie qu'elle génère, elle pourrait temporairement dépasser son ratio d'endettement cible pour financer des occasions de croissance stratégiques dans ses activités d'infrastructures.

En 2023, la société a financé 152 millions \$ d'opportunités de croissance stratégique, dont 60 millions \$ de dépenses en capital de croissance.

FAITS SAILLANTS

Acquisitions d'entreprise

Au cours de l'exercice 2023, la Société a fait l'acquisition des actifs d'écorçage et de séchage de poteaux de pin jaune du Sud de Balfour Pole Co., LLC (« Balfour ») et d'IndusTREE Pole & Piling, LLC (« IndusTREE »). La Société a également acquis des actifs servant aux activités de traitement de poteaux de pin jaune du Sud destinés aux sociétés de services publics de Baldwin Pole and Piling Company, Inc., Baldwin Pole Mississippi, LLC et Baldwin Pole & Piling, Iowa Corporation (collectivement « Baldwin »). Les actifs de Balfour et IndusTREE ont été acquis pour sécuriser l'approvisionnement en poteaux destinés aux sociétés de services publics, tandis que les actifs de Baldwin ont été acquis pour augmenter la capacité de la Société à répondre aux besoins croissants de l'industrie nord-américaine des poteaux destinés aux sociétés de services publics et optimiser l'efficacité globale de son réseau continental. La contrepartie totale associée à ces acquisitions s'est élevée à 100 millions \$ (76 millions \$ US).

Vue d'ensemble de l'exercice 2023

Les ventes ont progressé de 8 % en 2023 pour atteindre 3 319 millions \$ comparativement à des ventes de 3 065 millions \$ lors du précédent exercice. Si on exclut l'apport des acquisitions et l'incidence favorable de la conversion des devises, les ventes ont enregistré une hausse de 94 millions \$ soit 3 %. L'augmentation est attribuable à une croissance interne de 13 % des ventes générées par les activités d'infrastructures de la Société, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels, contrebalancée en grande partie par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre, par rapport à l'exercice précédent. Toutes les catégories de produits d'infrastructures ont profité d'une hausse des prix de vente d'un exercice sur l'autre, en partie contrebalancée par une baisse des volumes, tandis que les catégories du bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que des billots et du bois d'œuvre ont été touchées par la baisse des prix du bois d'œuvre sur le marché par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse des prix de vente a plus que compensé l'accroissement de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel.

La forte croissance interne des ventes, en particulier pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, jumelée à l'apport pendant un exercice complet de l'acquisition des activités de fabrication de poteaux destinés aux sociétés de services publics de Texas Electric Cooperatives, Inc. (« TEC ») en novembre 2022 et de l'acquisition des actifs de Baldwin en 2023, explique en grande partie l'augmentation de 36 % du BAIIA¹ qui a atteint 608 millions \$ en 2023. Grâce à la forte croissance interne des ventes et à une composition des ventes plus avantageuse, la marge du BAIIA¹ a augmenté pour passer de 14,6 % en 2022 à 18,3 % en 2023.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, Stella-Jones a utilisé les liquidités générées par ses activités d'exploitation de 107 millions \$ et son crédit disponible pour maintenir et rehausser ses actifs, augmenter et renforcer sa capacité de production, y compris l'acquisition de trois entreprises, et pour remettre 195 millions \$ de capital aux actionnaires. En 2023, le dividende versé s'est élevé à 0,92 \$ par action, ce qui représente une hausse de 15 % par rapport à 2022.

Au 31 décembre 2023, le ratio de la dette nette sur le BAIIA¹ de la Société avait augmenté au-dessus de la fourchette cible et s'établissait à 2,6 x, en raison essentiellement des investissements effectués dans des occasions de croissance stratégiques d'un montant total de 152 millions \$ en 2023.

¹ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Faits saillants financiers - depuis le début de l'exercice

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les ratios et les données par action)	2023	2022	2021
Résultats d'exploitation			
Ventes	3 319	3 065	2 750
Bénéfice brut ¹	688	524	456
Marge du bénéfice brut ¹	20,7 %	17,1 %	16,6 %
BAIIA ¹	608	448	400
Marge du BAIIA ¹	18,3 %	14,6 %	14,5 %
Résultat d'exploitation	499	359	326
Marge d'exploitation ¹	15,0 %	11,7 %	11,9 %
Résultat net	326	241	227
Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué	5,62	3,93	3,49
Flux de trésorerie liés aux			
Activités d'exploitation	107	255	251
Activités de financement	151	(101)	(58)
Activités d'investissement	(258)	(154)	(193)
Situation financière			
Actif courant	1 947	1 583	1 388
Stocks	1 580	1 238	1 106
Actif total	3 708	3 073	2 665
Dette à long terme ²	1 316	941	734
Obligations locatives ²	294	167	144
Total du passif non courant	1 672	1 257	975
Capitaux propres	1 652	1 557	1 448
Autres données			
Rendement sur les capitaux propres moyens ¹	20,3 %	16,0 %	16,1 %
Rendement du capital moyen utilisé ¹	15,8 %	13,4 %	13,7 %
Dividendes déclarés par action	0,92	0,80	0,72
Ratio du fonds de roulement ¹	5,07	6,11	5,74
Dette nette sur la capitalisation totale ¹	0,49:1	0,42:1	0,35:1
Dette nette sur le BAIIA ¹	2,6 x	2,5 x	2,2 x

¹ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

² Incluant la partie courante.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières à l'égard de « mesures financières déterminées » (telles qu'elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR décrites ci-après n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La méthode utilisée par la Société pour calculer ces mesures peut différer de celles utilisées par d'autres et, par conséquent, la définition de ces mesures financières non conformes aux PCGR pourrait ne pas être comparable à celles de mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, les mesures financières non conformes aux PCGR ne doivent pas être considérées comme substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : l'actif total moins le passif courant ne portant pas intérêt
- **Le capital moyen utilisé** : la moyenne sur douze mois du solde du capital utilisé au début de la période de douze mois et des soldes du capital utilisé à la fin de chaque trimestre pendant le reste de la période de douze mois
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital moyen utilisé (« RCU »)** : le résultat d'exploitation des 12 derniers mois (DDM) divisé par le capital moyen utilisé
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette sur le BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA des 12 derniers mois (DDM)

Les autres mesures financières déterminées comprennent :

- **La marge d'exploitation** : le résultat d'exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net des 12 derniers mois (DDM) divisé par les capitaux propres moyens (moyenne du début et de la fin de la période de 12 mois)
- **Le ratio du fonds de roulement** : l'actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière, aux résultats d'exploitation et aux flux de trésorerie de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d'une période à l'autre, établir les budgets annuels, évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, à effectuer les dépenses en capital nécessaires et à combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. Plus précisément :

- **Bénéfice brut et marge du bénéfice brut** : La Société utilise ces mesures financières pour évaluer son rendement opérationnel.
- **BAIIA et marge du BAIIA** : La Société considère que ces mesures constituent de l'information utile pour les investisseurs puisqu'il s'agit de mesures communes dans l'industrie, utilisées par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une société à assumer le service de la dette et à respecter ses autres

obligations de paiement, ou comme une mesure d'évaluation commune. Ces mesures constituent également des indicateurs clés du rendement opérationnel et financier de la Société.

- **Capital moyen utilisé** : La Société utilise le capital moyen utilisé pour évaluer et suivre les montants de ses investissements dans ses activités.
- **RCU** : La Société utilise le RCU comme un indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi et pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Dette nette, dette nette sur le BAIIA et dette nette sur la capitalisation totale** : La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'effet de levier financier de la Société.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d'exploitation avec le BAIIA (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre		
	2023	2022	2023	2022	2021
Résultat d'exploitation	89	61	499	359	326
Dotation aux amortissements	31	26	109	89	74
BAIIA	120	87	608	448	400

Rapprochement du capital moyen utilisé (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2023	2022	2021
Actif total moyen	3 407	2 885	2 579
Moins :			
Passif courant moyen	376	254	313
Plus :			
Partie courante moyenne des obligations locatives	46	38	34
Partie courante moyenne de la dette à long terme	82	7	45
Dette à court terme moyenne	—	—	27
Capital moyen utilisé	3 159	2 676	2 372
Résultat d'exploitation (DDM)	499	359	326
RCU	15,8 %	13,4 %	13,7 %

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2023	2022	2021
Dette à long terme incluant la partie courante	1 316	941	734
Plus :			
Obligations locatives incluant la partie courante	294	167	144
Dette nette	1 610	1 108	878
BAIIA (DDM)	608	448	400
Dette nette sur le BAIIA	2,6 x	2,5 x	2,2 x

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2023 et 2022. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2023		2022	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,35	1,35	1,27	1,25
Deuxième trimestre	1,34	1,32	1,28	1,29
Troisième trimestre	1,34	1,35	1,31	1,37
Quatrième trimestre	1,36	1,32	1,36	1,35
Exercice	1,35	1,32	1,30	1,35

- Taux moyen : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2023, comparativement à l'exercice 2022, a eu un impact positif sur les ventes et une incidence négative sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : La dépréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 31 décembre 2023, comparativement au 31 décembre 2022, a entraîné une baisse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

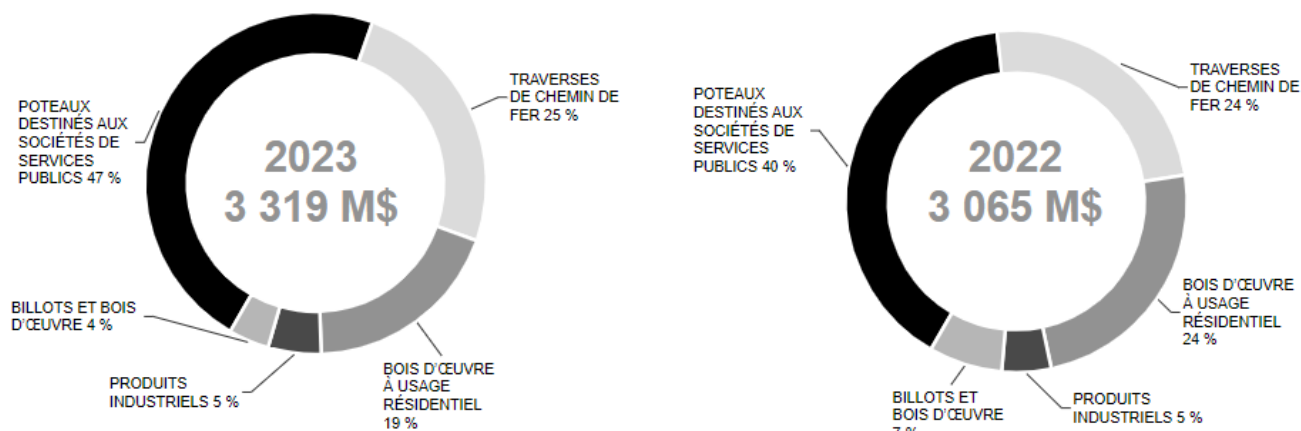
RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les ventes se sont élevées à 3 319 millions \$, en hausse de 254 millions \$ par rapport aux ventes de 3 065 millions \$ réalisées en 2022. Si on exclut l'apport de 75 millions \$ de l'acquisition des actifs de TEC et Baldwin, ainsi que l'effet de conversion des devises de 84 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 169 millions \$, soit 6 %. Les ventes générées par les activités d'infrastructures ont enregistré une croissance interne de 274 millions \$, soit 13 %, tandis que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont chuté de 105 millions \$. L'obtention de prix de vente avantageux dans l'ensemble des catégories de produits d'infrastructures, ainsi qu'une hausse des volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont été en partie contrebalancées par une baisse des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel et par une baisse des volumes dans les catégories de produits d'infrastructures. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre, par rapport à la même période l'an dernier, est en grande partie attribuable à la baisse des prix du bois d'œuvre sur le marché.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
2022	1 227	750	744	143	2 864	201	3 065
Acquisitions	75	—	—	—	75	—	75
Incidence des taux de change	47	26	6	5	84	1	85
Croissance interne	222	52	(105)	—	169	(75)	94
2023	1 571	828	645	148	3 192	127	3 319
Croissance interne %	18 %	7 %	(14 %)	— %	6 %	(37 %)	3 %

Répartition des ventes par catégorie de produits (% des ventes)



Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 1 571 millions \$ en 2023, comparativement aux ventes de 1 227 millions \$ réalisées en 2022. Si on exclut l'apport de l'acquisition des actifs de TEC en novembre 2022 et de Baldwin en juillet 2023, ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 222 millions \$, soit 18 %, grâce à la hausse des prix de vente. Bien que les volumes de production aient profité de projets de croissance en 2023, les volumes de vente ont diminué par rapport à l'exercice précédent. Les volumes de vente en 2023 ont subi l'impact du report de travaux d'entretien de sociétés de services publics en Californie en raison d'événements météorologiques extrêmes dans la première moitié de l'exercice et d'un ralentissement des achats de poteaux destinés aux sociétés de services publics dans la dernière partie de l'année, largement attribuable aux contraintes budgétaires d'immobilisations de certains clients. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 47 % des ventes totales de la Société en 2023.

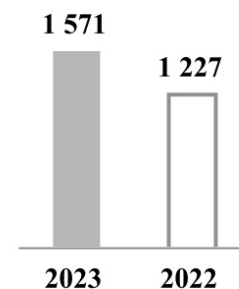
Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 828 millions \$ en 2023, comparativement aux ventes de 750 millions \$ réalisées en 2022. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 52 millions \$, soit 7 %, en raison principalement de hausses des prix de vente, en réponse à l'augmentation des coûts, et des volumes plus élevés réalisés auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Globalement, les volumes de ventes ont baissé par rapport à l'exercice précédent en raison de la diminution des activités réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, qui ont été touchés par le niveau réduit de stocks de traverses traitées de la Société, après une année 2022 marquée par un approvisionnement restreint en fibre. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 25 % des ventes totales de la Société en 2023.

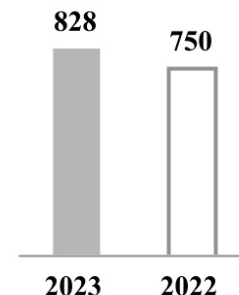
Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont diminué pour se chiffrer à 645 millions \$ en 2023, comparativement à des ventes de 744 millions \$ en 2022. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 105 millions \$, soit 14 %, en raison d'une baisse des prix de vente découlant d'une diminution du prix du bois d'œuvre sur le marché par rapport à 2022. L'amélioration de la demande des consommateurs et l'accroissement des volumes de vente qui en a résulté n'ont pas suffi à compenser la baisse des prix de vente. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 19 % des ventes totales de la Société en 2023.

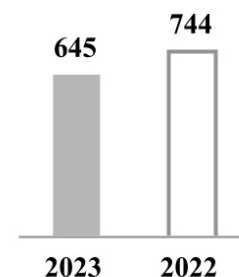
VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS (en millions \$)



VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER (en millions \$)



VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL (en millions \$)

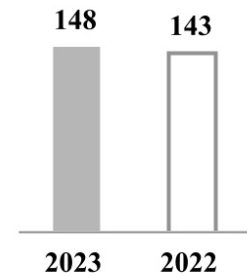


Produits industriels

Les ventes de produits industriels ont augmenté pour atteindre 148 millions \$ en 2023, comparativement aux ventes de 143 millions \$ réalisées en 2022. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de produits industriels ont représenté 5 % des ventes totales de la Société en 2023.

VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions \$)

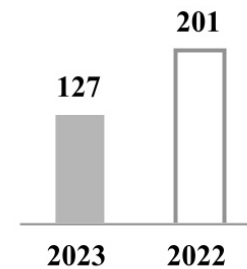


Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 127 millions \$ en 2023, en baisse par rapport à celles de 201 millions \$ effectuées en 2022. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement en billots pour ses poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre pour son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel, des billots inadéquats pour être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que du bois d'œuvre excédentaire sont obtenus et revendus. Le recul des ventes est essentiellement attribuable à une baisse des prix de vente du bois d'œuvre sur le marché, ainsi qu'à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de billots sont demeurées stables alors que la hausse du niveau d'activité de vente de billots a été contrebalancée par une baisse des prix des billots sur le marché. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 4 % des ventes totales de la Société en 2023.

VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions \$)



Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 2 456 millions \$, soit 74 % des ventes en 2023, en hausse de 338 millions \$, ou 16 %, par rapport à celles de 2 118 millions \$ effectuées en 2022. L'augmentation est principalement attribuable à des hausses des prix de vente dans les catégories de produits d'infrastructures, en partie contrebalancées par une baisse des volumes pour ces catégories de produits et par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre. Les ventes en 2023 ont également profité de l'apport de l'acquisition des actifs de TEC et Baldwin, ainsi que de l'appréciation de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien comparativement à 2022.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 863 millions \$, ou 26 % des ventes en 2023, en baisse de 84 millions \$, soit 9 %, par rapport aux ventes de 947 millions \$ réalisées lors du précédent exercice. Le recul est attribuable à une baisse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre, de même qu'à une diminution des volumes de vente de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancées par une hausse des prix de vente dans l'ensemble des catégories de produits d'infrastructures.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 2 631 millions \$, soit 79,3 % des ventes. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 2 541 millions \$, ou 82,9 % des ventes, en 2022. L'augmentation, en dollars absolus, s'explique par une hausse des coûts des intrants pour les produits d'infrastructures et par un accroissement des

volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel, en partie contrebalancés par la baisse du coût du bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que des billots et du bois d'œuvre en raison des prix du bois d'œuvre sur le marché. Le coût des ventes additionnel découlant des acquisitions et de l'appréciation du dollar US a également contribué à la hausse du coût des ventes par rapport à 2022. Exprimée en pourcentage des ventes, l'amélioration du coût des ventes est attribuable à la hausse des prix de vente, en particulier pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à la part plus importante qu'ont représentée les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics à marge plus élevée dans l'ensemble de la composition des ventes de la Société.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 109 millions \$ en 2023, dont 94 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à une dotation aux amortissements totale de 89 millions \$ en 2022, dont 74 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes. L'augmentation s'explique en grande partie par l'amortissement de nouveaux projets d'immobilisations et l'ajout d'actifs au titre du droit d'utilisation, de même qu'à l'amortissement supplémentaire associé aux acquisitions.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est chiffré à 688 millions \$, en 2023, soit 20,7 % des ventes, comparativement à 524 millions \$, ou 17,1 % des ventes, en 2022. L'augmentation du bénéfice brut, en dollars absolus, est principalement attribuable à l'expansion des marges dans les catégories de produits d'infrastructures de la Société, en particulier celles générées par les poteaux destinés aux sociétés de services publics, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente et une diminution du bénéfice brut dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. L'acquisition des actifs de fabrication de poteaux de bois destinés aux sociétés de services publics vers la fin de 2022 et en 2023, ainsi que l'impact positif de la conversion des devises, ont aussi contribué à l'augmentation du bénéfice brut pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Exprimé en pourcentage des ventes, le bénéfice brut a également profité d'une composition des ventes plus avantageuse grâce notamment à la forte croissance des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et à la part relativement moins importante des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel dans le total des ventes de la Société.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 181 millions \$ en 2023, comparativement à 157 millions \$ lors du précédent exercice, incluant une dotation aux amortissements de 15 millions \$ en 2023 et en 2022. L'augmentation des frais de vente et d'administration est en grande partie attribuable à une hausse de la charge de rémunération, notamment une hausse de la charge de rémunération variable de 18 millions \$, qui s'explique essentiellement par l'amélioration de la rentabilité et la hausse du cours de l'action de la Société par rapport à l'exercice précédent. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 5,0 % des ventes en 2023, contre 4,6 % en 2022.

Autres pertes, montant net

En 2023, une partie des installations de fabrication de la Société situées à Silver Springs, dans le Nevada, a été endommagée par un incendie. La valeur totale de la perte, incluant les coûts liés à l'interruption des activités est actuellement en cours d'évaluation, mais devrait être couverte par l'assurance de dommages aux biens et pertes d'exploitation, sous réserve des franchises habituelles. La valeur comptable nette de l'équipement de production et de la structure du bâtiment endommagés a été ramenée à néant. La Société a comptabilisé une dépréciation de ses immobilisations corporelles de neuf millions \$, sans effet de trésorerie et des coûts de nettoyage de deux millions \$, ainsi qu'un recouvrement d'assurance d'un montant correspondant, comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net au titre des autres pertes, montant net. L'actif recouvrable aux termes de la police d'assurance a été comptabilisé dans les créances. Tout gain résultant des indemnités d'assurance pour les dommages matériels dépassant la valeur nette comptable des biens concernés sera comptabilisé en résultat lors du règlement de la demande d'indemnisation.

La Société a également comptabilisé en 2023 des provisions pour restauration de sites d'un montant total de huit millions \$ et des frais de nettoyage environnementaux de deux millions \$, déduction faite d'un recouvrement

d'assurance de six millions \$. Une tranche de sept millions \$ des coûts de restauration de site et de nettoyage est liée au déversement de produits de préservation à l'une de ses installations. Les pertes liées à la mise hors service d'équipement inutilisé de deux millions \$ ont aussi été comptabilisées dans le montant net des autres pertes pour l'exercice 2023.

Le montant net des autres pertes pour l'exercice 2022 inclut des provisions pour restauration de sites de trois millions \$ et des pertes liées à la mise hors service d'équipement inutilisé de cinq millions \$.

Charges financières

Les charges financières se sont élevées à 68 millions \$ en 2023, en hausse par rapport à celles de 33 millions \$ engagées en 2022. L'augmentation des charges financières s'explique par une hausse des taux d'emprunt moyens et par une hausse du niveau d'endettement moyen, essentiellement pour financer la croissance de la Société.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est élevé à 431 millions \$, soit 13,0 % des ventes, en 2023, contre 326 millions \$, ou 10,6 % des ventes, en 2022. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 105 millions \$, comparativement à 85 millions \$ en 2022, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 24 % en 2023 et 26 % en 2022. La baisse du taux d'imposition effectif pour l'exercice 2023 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéficiaires imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

Résultat net

Le résultat net pour l'exercice 2023 s'est élevé à 326 millions \$, comparativement à un résultat net de 241 millions \$ en 2022. Le résultat par action s'est établi à 5,62 \$ en 2023, comparativement à 3,93 \$ en 2022.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société :

2023

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	710	972	949	688	3 319
BAIIA ¹	120	175	193	120	608
Résultat d'exploitation	95	149	166	89	499
Résultat net de la période	60	100	110	56	326
RPA – de base et dilué ²	1,03	1,72	1,91	0,98	5,62

2022

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	651	907	842	665	3 065
BAIIA ¹	88	154	119	87	448
Résultat d'exploitation	67	133	98	61	359
Résultat net de la période	46	94	65	36	241
RPA – de base et dilué ²	0,73	1,51	1,07	0,61	3,93

¹ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

² Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Faits saillants

Indicateurs clés de rendement (en millions \$, sauf les ratios et les données par action)	T4-2023	T4-2022	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	688	665	23	3 %
Bénéfice brut ¹	137	112	25	22 %
Marge du bénéfice brut ¹	19,9 %	16,8 %	s.o.	310 pdb
BAIIA ¹	120	87	33	38 %
Marge du BAIIA ¹	17,4 %	13,1 %	s.o.	430 pdb
Résultat d'exploitation	89	61	28	46 %
Marge d'exploitation ¹	12,9 %	9,2 %	s.o.	370 pdb
Résultat net	56	36	20	56 %
RPA – de base et dilué	0,98	0,61	0,37	61 %

¹ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Résultats d'exploitation

Les ventes se sont élevées à 688 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023, en hausse de 3 % par rapport aux ventes de 665 millions \$ réalisées lors de la même période en 2022. Si on exclut l'apport de 15 millions \$ des acquisitions ainsi que l'incidence d'un million \$ de la conversion des devises, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 22 millions \$, soit 4 %, incluant une croissance des ventes de 8 % des activités d'infrastructures de la Société. La hausse des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics et des traverses de chemin de fer a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes et un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre s'explique par une baisse des prix des billots et du bois d'œuvre sur le marché, en partie contrebalancée par une hausse des activités de vente de billots, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T4-2022	326	161	100	32	619	46	665
Acquisitions	15	—	—	—	15	—	15
Incidence des taux de change	1	—	—	—	1	—	1
Croissance interne	41	4	(18)	(5)	22	(15)	7
T4-2023	383	165	82	27	657	31	688
Croissance interne	13 %	2 %	(18 %)	(16 %)	4 %	(33 %)	1 %

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 383 millions \$, en hausse par rapport à celles de 326 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'apport des acquisitions, les ventes ont progressé de 13 %, grâce à une hausse des prix de vente, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente en raison d'un ralentissement des achats de poteaux destinés aux sociétés de services publics, largement attribuable à des contraintes budgétaires d'immobilisations. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 165 millions \$, comparativement à 161 millions \$ un an plus tôt. Les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une progression de 2 %, alors que l'amélioration des prix de vente tant dans le créneau des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 qu'auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, a été en grande partie contrebalancée par une baisse des volumes réalisés auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 82 millions \$, en recul par rapport à celles de 100 millions \$ réalisées lors de la même période en 2022. Le recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel résulte de la baisse des prix de vente attribuable au recul des prix du bois d'œuvre sur le marché et à la baisse des volumes de vente. Les ventes de produits industriels se sont élevées à 27 millions \$, en baisse par rapport à celles de 32 millions \$ générées un an auparavant, en raison essentiellement du calendrier des projets de ponts ferroviaires et de passages à niveau. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont totalisé 31 millions \$, en recul de 33 % par rapport à la même période l'an dernier.

Le bénéfice brut s'est établi à 137 millions \$ au quatrième trimestre de 2023, contre 112 millions \$, au quatrième trimestre de 2022, ce qui représente des marges respectives de 19,9 % et 16,8 %. L'augmentation en dollars absolus est en grande partie attribuable à l'expansion des marges dans les catégories des poteaux destinés aux sociétés de services publics et des traverses de chemin de fer, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente et un recul du bénéfice brut dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Exprimé en pourcentage des ventes, le bénéfice brut a également profité d'une composition des ventes plus avantageuse.

Le résultat net de la période s'est chiffré à 56 millions \$, soit 0,98 \$ par action, comparativement à 36 millions \$, ou 0,61 \$ par action, lors de la même période en 2022.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. La dépréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 31 décembre 2023, comparativement au 31 décembre 2022, (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change ») a entraîné une baisse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 décembre 2023, le total de l'actif s'élevait à 3 708 millions \$, contre 3 073 millions \$ au 31 décembre 2022. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à une hausse des stocks, des immobilisations corporelles et des actifs au titre du droit d'utilisation, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des devises sur les actifs libellés en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs tirées des états consolidés de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Variation
Créances	308	287	21
Stocks	1 580	1 238	342
Impôts sur le résultat à recouvrer et autres actifs courants	59	58	1
Total de l'actif courant	1 947	1 583	364
Immobilisations corporelles	906	755	151
Actifs au titre du droit d'utilisation	285	160	125
Immobilisations incorporelles	169	171	(2)
Goodwill	375	369	6
Instruments financiers dérivés	21	29	(8)
Autres actifs non courants	5	6	(1)
Total de l'actif non courant	1 761	1 490	271
Total de l'actif	3 708	3 073	635

Les créances se chiffraient à 308 millions \$ au 31 décembre 2023, comparativement à 287 millions \$ au 31 décembre 2022. La majeure partie de la hausse est attribuable à la constatation d'un actif recouvrable aux termes de la police d'assurance en lien avec l'incendie et le déversement de produits de préservation décrits à la rubrique intitulée « Autres pertes, montant net » du présent rapport de gestion. Le solde des créances clients au 31 décembre 2023 est demeuré relativement inchangé par rapport au solde au 31 décembre 2022. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant l'exercice.

Les stocks s'élevaient à 1 580 millions \$ au 31 décembre 2023, en hausse comparativement à 1 238 millions \$ au 31 décembre 2022, en raison essentiellement de l'augmentation du niveau des stocks de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de traverses de chemin de fer. Outre l'augmentation des stocks pour soutenir la croissance anticipée de la demande pour les produits d'infrastructures en 2024, d'autres facteurs ont contribué à la hausse des investissements dans les stocks en 2023, notamment l'accroissement planifié des niveaux de stocks de poteaux destinés aux sociétés de services publics pour garantir et honorer les engagements de ventes à plus long terme, la reconstitution des stocks de traverses de chemin de fer après une année 2022 marquée par un approvisionnement restreint, ainsi que le ralentissement des achats de certaines sociétés de services publics.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important

du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 906 millions \$ au 31 décembre 2023, comparativement à 755 millions \$ au 31 décembre 2022. L'augmentation s'explique en grande partie par l'ajout d'immobilisations corporelles d'un montant de 154 millions \$ au cours de l'exercice 2023 et l'acquisition des immobilisations corporelles de Baldwin, Balfour et IndusTREE d'un montant total de 63 millions \$, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 40 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 285 millions \$ au 31 décembre 2023, comparativement à 160 millions \$ au 31 décembre 2022. Les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation d'un montant de 177 millions \$, visant essentiellement à soutenir la croissance de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, ont été contrebalancés par une dotation aux amortissements de 53 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 169 millions \$ et 375 millions \$ au 31 décembre 2023. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2022, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 171 millions \$ et 369 millions \$. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement attribuable à une dotation aux amortissements de 16 millions \$ ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les immobilisations incorporelles libellées en dollars US, en partie contrebalancés par les relations clients de sept millions \$ acquises dans le cadre de l'achat des actifs de Baldwin et par des dépenses de neuf millions \$ engagées dans le cadre de l'implémentation du progiciel de gestion intégrée (« PGI ») de la Société. L'augmentation du goodwill s'explique par les acquisitions d'actifs réalisées en 2023, en partie contrebalancées par l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars US.

Passif

Au 31 décembre 2023, le total du passif de Stella-Jones atteignait 2 056 millions \$, en hausse par rapport à 1 516 millions \$ au 31 décembre 2022. L'augmentation du total du passif résulte principalement d'une hausse de la dette à long terme et des obligations locatives. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées des états consolidés de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	204	201	3
Partie courante de la dette à long terme	100	1	99
Partie courante des obligations locatives	54	41	13
Autres	26	16	10
Total du passif courant	384	259	125
Dette à long terme	1 216	940	276
Obligations locatives	240	126	114
Passifs d'impôt différé	175	158	17
Autres	41	33	8
Total du passif non courant	1 672	1 257	415
Total du passif	2 056	1 516	540

Le passif courant s'élevait à 384 millions \$ au 31 décembre 2023, contre 259 millions \$ au 31 décembre 2022. Cette variation résulte principalement d'une augmentation de la partie courante de la dette à long terme attribuable au reclassement du billet de premier rang non garanti d'une valeur de 75 millions \$ US remboursé en janvier 2024.

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, se chiffrait à 1 316 millions \$ au 31 décembre 2023, comparativement à 941 millions \$ au 31 décembre 2022, comme il est expliqué ci-après. L'augmentation est attribuable aux emprunts nets additionnels de 394 millions \$ effectués au cours de la période qui ont servi principalement à financer des investissements stratégiques dans la croissance, et à investir dans l'augmentation du niveau des stocks pour les reconstituer et répondre à la demande de l'industrie pour les produits d'infrastructures.

Dette à long terme (en millions \$)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Facilités de crédit rotatif non garanties	750	394
Facilités de prêt à terme non garanties	364	338
Billets de premier rang non garantis	198	204
Autres	4	5
Total de la dette à long terme	1 316	941

En 2023, la Société a amendé et mis à jour sa convention de crédit agricole américain dans le but, entre autres, i) d'augmenter le montant disponible aux termes des facilités de crédit de 350 millions \$ US à 550 millions \$ US, ii) de prolonger la durée de la facilité de crédit rotatif agricole américain d'un montant de 150 millions \$ US du 29 avril 2026 au 3 mars 2028, et iii) de remplacer les références au *London Interbank Offered Rate* pour le dollar américain par le *Secured Overnight Financing Rate*. Toutes les autres modalités et conditions demeurent sensiblement les mêmes.

Au 31 décembre 2023, la Société avait un montant total disponible de 166 millions \$ (125 millions \$ US) aux termes de ses facilités de crédit et son ratio de la dette nette sur le BAIIA s'établissait à 2,6 x. Au 31 décembre 2023, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 652 millions \$ au 31 décembre 2023, comparativement à 1 557 millions \$ au 31 décembre 2022.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Variation
Capital-actions	189	194	(5)
Résultats non distribués	1 329	1 192	137
Cumul des autres éléments du résultat global	134	171	(37)
Total des capitaux propres	1 652	1 557	95

L'augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2023 est attribuable à un résultat net de 326 millions \$, en partie contrebalancé par des rachats d'actions d'un montant de 142 millions \$, la déclaration de dividendes d'un montant de 53 millions \$ et une diminution de 37 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, résultant essentiellement de la conversion des devises des établissements étrangers.

Le 8 novembre 2022, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 5 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 14 novembre 2022 et se terminant le

13 novembre 2023, ce qui représente environ 9,6 % de ses actions ordinaires détenues par le public. La Société a racheté 2 449 827 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 142 millions \$ aux termes de cet OPR.

Le 6 novembre 2023, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une OPR pour acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 500 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 14 novembre 2023 et se terminant le 13 novembre 2024, soit environ 5,0 % de ses actions ordinaires détenues par le public.

En 2023, la Société a racheté 2 286 484 de ses actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 142 millions \$ aux termes de ses OPR alors en vigueur.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Activités d'exploitation	107	255
Activités de financement	151	(101)
Activités d'investissement	(258)	(154)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 107 millions \$ en 2023, comparativement à des flux de trésorerie générés de 255 millions \$ lors de la même période en 2022. La diminution reflète essentiellement une évolution défavorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie, ainsi qu'une augmentation des paiements d'impôts sur le résultat et des intérêts versés, en partie contrebalancées par une hausse de la rentabilité, déduction faite des éléments sans effet de trésorerie. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés se sont chiffrés à 619 millions \$ en 2023, comparativement à 457 millions \$ en 2022. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 345 millions \$ en 2023, en grande partie en raison de l'accroissement des niveaux de stocks de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de traverses de chemin de fer.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat net	326	241
Dotation aux amortissements	109	89
Charges financières	68	33
Charge d'impôts sur le résultat	105	85
Autres	11	9
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	619	457
Créances	(7)	(43)
Stocks	(353)	(75)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(2)	—
Autres actifs courants	8	(9)
Comptes créditeurs et charges à payer	9	22
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(345)	(105)
Intérêts versés	(68)	(32)
Impôts sur le résultat payés	(99)	(65)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	107	255

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont augmenté les liquidités de 151 millions \$ en 2023, alors qu'elles avaient réduit les liquidités de 101 millions \$ en 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a augmenté le montant net de ses emprunts aux termes de ses facilités de crédit de 394 millions \$ pour financer des investissements dans la croissance et accroître les niveaux de stocks, en plus d'avoir remis 195 millions \$ de capital aux actionnaires. En 2022, la Société avait emprunté 169 millions \$ aux termes de ses facilités de crédit et remis 229 millions \$ de capital aux actionnaires.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Variation nette des facilités de crédit rotatif	362	139
Produit net tiré de la dette à long terme	32	30
Remboursement des obligations locatives	(50)	(41)
Dividendes sur les actions ordinaires	(53)	(49)
Rachat d'actions ordinaires	(142)	(180)
Autres	2	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	151	(101)

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont réduit les liquidités de 258 millions \$ en 2023, en raison principalement de l'acquisition d'immobilisations corporelles, y compris 60 millions \$ de dépenses en immobilisations de croissance

pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que de l'acquisition des actifs de Baldwin, Balfour et IndusTREE. En 2022, les activités d'investissement avaient totalisé 154 millions \$ et englobaient l'acquisition d'immobilisations corporelles, y compris 33 millions \$ de dépenses en immobilisations de croissance, et l'acquisition des actifs de TEC.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Acquisition d'entreprises	(93)	(46)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(155)	(97)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(10)	(11)
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(258)	(154)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2023 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	204	204	204	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	1 316	1 521	166	686	563	106
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives *	294	345	63	106	72	104
Obligations financières	1 814	2 070	433	792	635	210

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2023.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2023, le capital-actions de la Société était constitué de 56 866 712 actions ordinaires émises et en circulation (59 115 959 au 31 décembre 2022).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

Nombre d'actions	Exercice clos le 31 décembre 2023
Solde au début de l'exercice	59 115 959
Actions ordinaires rachetées	(2 286 484)
Options d'achat d'actions exercées	10 000
Régimes d'achat d'actions des employés	27 237
Solde à la clôture de l'exercice	56 866 712

Au 28 février 2024, le capital-actions de la Société était constitué de 56 761 865 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2023, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquies des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 20 000 (30 000 au 31 décembre 2022). Au 28 février 2024, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 20 000.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2023 :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Montant du dividende
			\$
7 mars 2023	3 avril 2023	21 avril 2023	0,23
9 mai 2023	5 juin 2023	23 juin 2023	0,23
8 août 2023	5 septembre 2023	25 septembre 2023	0,23
6 novembre 2023	4 décembre 2023	21 décembre 2023	0,23

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction de la stratégie d'affectation des capitaux de la Société. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les flux de trésorerie, la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 48 millions \$ en 2023 (42 millions \$ en 2022) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc comptabilisé aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Le 26 janvier 2024, la Société a modifié et mis à jour la septième convention de crédit syndiquée amendée et mise à jour dans le but, entre autres, i) d'augmenter le montant disponible aux termes de la facilité de crédit rotatif non garantie pour le faire passer de 400 millions \$ US à 600 millions \$ US; ii) de séparer la facilité de crédit rotatif non garantie en deux tranches assorties des échéances suivantes : une tranche de 475 millions \$ US dont la date d'échéance est le 27 février 2028, et une tranche de 125 millions \$ US dont la date d'échéance est le 27 février 2026; et iii) d'augmenter le niveau requis du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour le porter à 3,75:1.00.

b) Le 28 février 2024, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,28 \$ par action ordinaire, payable le 19 avril 2024 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 1^{er} avril 2024. Il s'agit d'un dividende admissible.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est exposée à des risques et à des incertitudes qui, s'ils ne sont pas atténués de façon adéquate, pourraient avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière, ses résultats futurs, sa réputation, ainsi que sur le cours de ses actions ordinaires. Le conseil d'administration exige que la direction de la Société identifie et gère correctement les principaux risques liés aux activités de la Société. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour gérer, de manière continue, ses principaux risques et incertitudes et en atténuer les répercussions, mais elle ne peut garantir que ces efforts seront couronnés de succès.

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée sont décrits ci-dessous. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a pas connaissance à l'heure actuelle, ou que la Société considère actuellement comme non significatifs, peuvent également avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière et ses résultats futurs.

Risques liés aux activités d'exploitation

Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ses clients importants pourrait entraîner une baisse substantielle de ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les 10 plus importants clients de la Société ont représenté 42 % de ses ventes. Durant cette même période, le client le plus important de la Société a représenté 15 % des ventes totales et est associé à la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, tandis que le deuxième client en importance a représenté 5 % des ventes totales et il est lié à la catégorie des traverses de chemin de fer.

Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles de l'approvisionnement et des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois à la Société en quantité suffisante. La gouvernance accrue de la gestion forestière en Colombie-Britannique, au Canada, pourrait avoir une incidence sur l'approvisionnement en fibre dans la région. Bien que la Société soit déterminée à développer des relations d'affaires à long terme avec les communautés autochtones, rien ne garantit qu'elle réussira à obtenir la fibre disponible.

Il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. Certains fournisseurs pourraient également décider de réduire ou de mettre fin à la production de certains produits de préservation, tandis que des changements de législation pourraient nécessiter le recours à des produits de préservation différents de ceux utilisés jusqu'à maintenant. Bien que la Société ne fasse pas affaire avec des fournisseurs établis en Russie ou en Ukraine, une escalade de ce conflit pourrait aussi accentuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Un manque de disponibilité de produits forcerait la Société à évaluer des produits de substitution offerts à prix raisonnables et tout aussi sécuritaires, efficaces et acceptables pour les clients de la Société. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant, en identifiant et en sécurisant des ententes avec des fournisseurs et des produits de préservation alternatifs à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement en quantité suffisante de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits, ce qui, en retour, pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Inflation

Dans le contexte inflationniste actuel, les activités d'exploitation de la Société sont vulnérables aux hausses importantes des coûts des intrants, notamment les prix des matières premières, les prix de l'énergie, les frais de transport et les coûts de la main-d'œuvre. Malgré le fait que plusieurs des ententes conclues par la Société avec ses clients prévoient des mécanismes d'indexation des prix de vente en fonction des fluctuations des coûts des matières

premières et de certains indices des prix industriels, les répercussions sur les résultats d'exploitation de la Société seront influencées par sa capacité à répercuter les hausses de coûts en temps opportun.

Perturbations opérationnelles

Les activités de la Société pourraient être perturbées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine, notamment des incendies, des inondations et des conditions météorologiques extrêmes. L'ampleur de l'incidence de ces risques sur les résultats dépendra de certains facteurs, notamment la nature de la perturbation, sa durée et le lieu touché par l'événement perturbateur. Bien que la Société ait mis en place un plan de continuité des activités, et détienne des polices d'assurance pour atténuer l'impact de la plupart des événements catastrophiques, la survenance de perturbations des activités pourrait, entre autres, nuire à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, augmenter ses coûts d'exploitation, rendre difficile, voire impossible, la fourniture de produits aux clients ou la réception de matières premières de la part de fournisseurs, ou nécessiter des dépenses importantes et un temps de récupération afin de reprendre pleinement ses activités.

Pandémie, épidémie ou éclosion de maladies infectieuses

L'éclosion d'une maladie ou d'un virus, tels que la pandémie de COVID-19 ou de toute autre maladie contagieuse, pourrait créer une volatilité et une incertitude importantes, ainsi que des perturbations économiques, et pourrait empêcher les employés, les fournisseurs, les clients et les partenaires commerciaux de mener à bien leurs activités. Cela pourrait également amener les gouvernements du monde entier à adopter des mesures et des restrictions préventives d'urgence. Ces mesures et restrictions d'urgence pourraient perturber de façon importante les activités d'exploitation de la Société de même que celles de ses fournisseurs ou de ses clients, ce qui, en retour, pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités commerciales, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Changements climatiques

Les activités de la Société sont soumises aux variations climatiques, y compris l'occurrence d'une ou de plusieurs catastrophes naturelles et de conditions météorologiques anormalement défavorables exacerbées par les changements climatiques mondiaux. Ces événements pourraient causer des dommages matériels à l'une ou plusieurs des installations de la Société, de même qu'à celles de ses fournisseurs et clients, des variations du coût et de la disponibilité des matières premières, des perturbations dans le transport des marchandises, ainsi qu'une indisponibilité de la main-d'œuvre.

Outre les risques matériels associés aux changements des conditions climatiques, les réponses des gouvernements à ces changements posent aussi un risque. Les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale, y compris les coûts de conformité à l'évolution de la réglementation sur les changements climatiques et les coûts de transition vers une économie à faible émission de carbone, pourraient nécessiter des dépenses considérables et entraîner une hausse des coûts d'exploitation.

Mise en œuvre d'initiatives et de normes environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »)

Les attentes à l'égard d'une mise en œuvre rapide d'initiatives liées aux considérations ESG sont de plus en plus élevées. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer sa performance en matière de développement durable, la Société a élaboré une stratégie ESG à l'échelle de l'organisation qui contient certains objectifs et cibles. Ces objectifs et cibles reflètent les plans et aspirations actuels de la Société, sont fondés sur les données et estimations disponibles, et il n'est pas garanti que la Société sera en mesure de les atteindre. Le défaut de mettre à jour, d'accomplir ou de suivre correctement ces objectifs et cibles et d'en rendre compte en temps opportun, voire pas du tout, pourrait nuire à sa position concurrentielle et poser un risque pour la réputation et la conduite des affaires de la Société.

Les nouvelles réglementations et normes ESG peuvent également accroître les obligations de la Société en matière de divulgation et d'information à fournir. Le défaut de mettre en œuvre une collecte de données détaillée et éprouvée ainsi que des processus d'analyse dotés de contrôles efficaces pour se conformer aux réglementations et aux attentes des parties prenantes, pourrait avoir des répercussions sur la capacité de la Société de fournir des informations exactes, complètes, fiables et en temps opportun.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La haute direction de la Société et d'autres employés clés possèdent une vaste expérience de l'industrie, ainsi que des activités de l'entreprise, de ses fournisseurs, de ses produits et de ses clients. La perte de connaissances et d'expertise au sein de la haute direction à la suite du départ d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de direction principale, ou encore le départ d'employés clés possédant des connaissances en ingénierie, en foresterie, dans le traitement du bois et dans d'autres domaines spécialisés pourrait nuire à la capacité de la Société à développer et à poursuivre ses stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Recrutement, rétention et gestion d'une main-d'œuvre qualifiée

La capacité de la Société à préserver et renforcer son rendement et à continuer à générer une croissance forte et durable est tributaire, dans une large mesure, de sa capacité à recruter, à développer et à conserver du personnel clé, à élaborer des stratégies judicieuses de succession, ainsi qu'à maintenir de bonnes relations avec ses employés. Les tendances sociales et démographiques, ainsi que les changements dans les modes de vie et les attentes des employés, peuvent compliquer l'embauche et la rétention du personnel. De la difficulté à attirer des employés qualifiés et à conserver une expertise interne précieuse, ou encore des arrêts de travail, pourraient entraîner des perturbations des activités d'exploitation ou engendrer des augmentations de coûts.

Cybersécurité et protection des données

La Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques de façon sécuritaire dans le cadre de ses activités quotidiennes. Malgré ses systèmes et ses contrôles en matière de sécurité, ainsi que ceux de ses fournisseurs tiers, l'infrastructure et les technologies de l'information de la Société peuvent être vulnérables aux cyberincidents. Les cybermenaces varient en termes de techniques et de sources, sont persistantes et sont de plus en plus ciblées et difficiles à détecter et à prévenir. Les cyberattaques et les atteintes à la sécurité des données peuvent comprendre des tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de modification inappropriée ou de dégradation des systèmes de technologie de l'information, des réseaux et des sites Web de la Société, l'introduction de virus informatiques et d'autres codes malveillants, ainsi que des courriels frauduleux d'hameçonnage visant à détourner des données et de l'information ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs. Toute violation de ce type pourrait entraîner des perturbations opérationnelles et des hausses de coûts ou le détournement de données sensibles qui pourraient perturber les activités d'exploitation, exposer la Société à des litiges et avoir des répercussions négatives sur sa réputation ou un impact négatif sur ses clients ou ses fournisseurs. Afin de réduire le risque d'incidents pouvant affecter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, la Société a investi dans des systèmes de contrôle de la confidentialité des données et dans la protection contre les menaces, en plus d'avoir mis en place des politiques, procédures et contrôles de détection et d'atténuation. De telles mesures peuvent ne pas être adéquates ou efficaces à prévenir, identifier ou atténuer les attaques de pirates informatiques ou des accès non autorisés attribuables à des erreurs commises par des employés, à des méfaits ou à d'autres perturbations susceptibles de causer des dommages et d'avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. De plus, la Société utilise des systèmes de technologies de l'information dans ses opérations et toute interruption de ces systèmes pourrait créer des perturbations aux opérations quotidiennes le temps de les réparer ou de les mettre à jour.

Implémentation d'un PGI

La Société est en train de déployer un nouveau PGI. Un tel changement implique une planification approfondie, la transformation des processus actuels d'affaires et financiers, ainsi que des tests substantiels et une formation approfondie des employés. La Société a commencé le déploiement en 2021 avec pour objectif que le PGI soit pleinement opérationnel dans l'ensemble de l'organisation d'ici 2025. Au cours du processus de déploiement, la Société pourrait subir des perturbations des systèmes informatiques et des activités. Toute perturbation pourrait nuire à la capacité de la Société à traiter les transactions, à fournir des rapports précis, opportuns et fiables sur les résultats financiers et opérationnels ainsi qu'à évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. De plus, il est possible que le processus de déploiement du nouveau système dépasse les délais et le budget prévus et rien ne garantit que le système sera bénéfique dans la mesure prévue. La Société a adopté une approche progressive et estime qu'elle prend les mesures

nécessaires, y compris le déploiement de ressources internes et externes, pour atténuer les risques liés à l'implémentation.

Risques stratégiques

Conjoncture politique et économique

Un changement négatif dans les conditions politiques et économiques ou une instabilité politique, incluant des troubles civils importants, des actes de guerre ou des activités terroristes pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés que la Société dessert, ce qui aurait des répercussions sur les coûts, les prix de vente et la demande pour ses produits, augmenterait les perturbations des chaînes d'approvisionnement et aurait une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces événements pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

Risque lié aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit d'acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifient sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Risques financiers

Change

La Société s'expose aux risques de change en raison de certaines de ses exportations de biens fabriqués au Canada. La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des matières premières en dollars américains qu'elle utilise dans son processus de fabrication au Canada. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spécifiques, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2023, 46 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme assujettie à des taux d'intérêt variables. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. La charge d'intérêts sur la dette est ajustée pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie et la situation financière de la Société.

Disponibilité du crédit

Les ententes régissant les facilités de crédit et les billets de premier rang de la Société comportent certaines clauses restrictives qui imposent des restrictions opérationnelles et financières et pourraient limiter la capacité de la Société à prendre part à des activités qui seraient dans son intérêt à long terme. De plus, une violation des clauses des facilités de crédit et des billets de premier rang risque d'entraîner un cas de défaut qui pourrait permettre aux prêteurs d'accélérer le remboursement de la dette. Le cas échéant, la Société pourrait devoir chercher à refinancer ses dettes, mais être incapable de le faire selon des modalités raisonnables d'un point de vue commercial. Par conséquent, la Société serait limitée quant à la manière dont ses activités sont exercées ou être incapable de concurrencer efficacement ou de saisir de nouvelles possibilités d'affaires.

Crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances clients de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

Assurance

La Société maintient des polices d'assurance commerciale sur les biens et une assurance risques divers qui cadrent avec les pratiques courantes de l'industrie et le profil de risque particulier de la Société. Ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des montants autoassurés, des franchises, de la coassurance, des exclusions de couverture et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement, des pertes résultant de perturbations importantes dans ses installations de fabrication, des dommages aux relations qu'entretient la Société avec ses clients en raison de ces obligations ou perturbations, ainsi que des pertes pour la Société ou des tiers découlant de cyberrisques. En outre, à l'occasion, divers types de couvertures d'assurance pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

Impôt des sociétés

En estimant l'impôt sur les résultats à payer de la Société, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être acceptées par les administrations fiscales compétentes. Il n'y a toutefois aucune garantie qu'il n'y aura pas d'écart important entre le montant réel de ses avantages fiscaux ou de son passif d'impôt et les estimations ou les attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent aux activités de la Société évoluent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité entre les différentes juridictions où la Société mène ses opérations. En outre, les déclarations de revenus de la Société font continuellement l'objet d'examen par les administrations fiscales compétentes. Ces administrations fiscales déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, des avantages fiscaux futurs ou des passifs d'impôt futur ou de toute charge d'impôt sur les résultats que la Société pourrait être tenue de comptabiliser. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net ou les flux de trésorerie de la Société.

Risques juridiques et de conformité

Conformité environnementale

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements en matière d'environnement, notamment ceux portant sur :

- les rejets dans l'air;
- les rejets dans l'eau;
- les émissions de substances dangereuses et toxiques;
- la remise en état de sites contaminés; et
- l'utilisation de pesticides antimicrobiens autorisés aux États-Unis sous la loi fédérale relative aux insecticides, fongicides et raticides de réglementation de l'*Environmental Protection Agency* des États-Unis et au Canada sous l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada et sa loi sur les produits antiparasitaires.

Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers inscriptions, licences, permis et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer pourrait engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des diverses lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites ou sur des propriétés avoisinantes. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés pourraient être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

Une augmentation de l'activité réglementaire et la possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constituent d'autres facteurs de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements ou pourraient modifier la disponibilité ou les prix de certains produits tels que les produits de préservation achetés et utilisés par la Société.

Bien que la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires, des communautés ou des clients à l'égard de pratiques irresponsables pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois, règlements sur l'environnement ou pratiques courantes de

l'industrie pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées, que la Société respecte toutes les lois et réglementations en vigueur et que la Société ne soit pas tenue responsable.

Lois et règlements sur la protection des renseignements personnels

La Société recueille, traite et stocke des informations exclusives sur ses activités et des renseignements personnels sur ses employés, ses clients et ses fournisseurs. La Société est soumise à de nombreuses lois et règlements visant à protéger les informations, comme la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques du Canada et des lois équivalentes essentiellement similaires au niveau des provinces et des états, notamment la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels au Québec et la loi californienne sur la protection de la vie privée des consommateurs (*California Consumer Privacy Act*). Les lois et règlements relatifs à la protection des renseignements personnels sont de plus en plus nombreux et complexes et sont adoptés et modifiés plus fréquemment, ce qui entraîne un risque accru de conformité réglementaire et des coûts plus élevés pour prévenir les événements liés aux données confidentielles. Les sanctions financières potentielles en cas de non-respect de ces lois et règlements ont considérablement augmenté. Toute atteinte à la sécurité, toute utilisation inappropriée et tout autre type d'accès non autorisé ou de détournement de ces renseignements pourraient non seulement entraîner des sanctions réglementaires, des audits ou des enquêtes par divers organismes gouvernementaux concernant le respect des lois applicables, mais aussi exposer la Société à un risque d'atteinte à sa réputation.

Litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'évaluer ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Bien que la conclusion ne puisse être prévue avec certitude, la Société fait régulièrement le point sur ces affaires et établit des provisions basées sur l'évaluation du résultat probable. Si l'évaluation du dénouement probable s'avérait inexacte, la Société pourrait ne pas avoir constitué les provisions nécessaires pour cette perte, ce qui serait susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société et détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers risques. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. La juste valeur de ces instruments dérivés est déterminée à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

Gestion des risques liés aux taux d'intérêt

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme. Au 31 décembre 2023, la Société était partie à deux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 232 millions \$ (175 millions \$ US) et dont les dates d'échéance sont décembre

2026 et juin 2028. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2023, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 46 % et 54 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (65 % et 35 %, respectivement, au 31 décembre 2022).

Gestion des risques liés aux taux de change

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens, alors qu'une partie de ses activités est réalisée en dollars US. Les risques liés aux taux de change correspondent au risque de répercussions des fluctuations des taux de change sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. La gestion des risques par la Société a pour objectif de réduire les risques de flux de trésorerie découlant des flux de trésorerie libellés en devises étrangères. Lorsque la couverture naturelle des ventes et des achats ne s'apparie pas, la Société recourt à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars US. Au 31 décembre 2023, la Société n'avait aucun contrat de change à terme en vigueur.

CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2023 et 2022.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des ventes et des charges comptabilisées au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'une acquisition d'entreprise, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges et le taux d'actualisation. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité opérationnelle des CPI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2023, et ont conclu que ces CPI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2023.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2023 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Le 28 février 2024